

RÉFORME DES RETRAITES

NON À LA CAPITALISATION

Le 20 février, en grève,
je manifeste!



Le contre-projet de réforme des retraites consiste sans le dire ouvertement à orienter petit à petit les futures retraites vers les produits d'épargne retraite.

Ce que révèle le projet de loi

Les entreprises de nos secteurs sont dans les starting-blocks avec plus ou moins de réactivité et pour cause :

314 milliards d'euros, c'est la part des richesses consacrée aux retraites aujourd'hui.

Le plafonnement des cotisations pour les salaires supérieurs à 10 000 euros représente un déficit de cotisation de l'ordre de 70 milliards offerts à la capitalisation.

Quelles conséquences dans nos secteurs ?

Directes : une augmentation des objectifs commerciaux sans augmentation des effectifs pour autant.

Une détérioration des conditions de travail

Une augmentation de la charge mentale.

Indirectes : pour toutes et tous une incertitude sur l'avenir. Un recul de l'âge de départ à la retraite sans augmentation du montant des pensions servies.

Une autre réforme est possible

La CGT fait des propositions pour agir sur plusieurs leviers :

- **Emplois** : utiliser les résultats des entreprises pour la création d'emplois

- **Salaires** : augmenter les salaires .

- **Égalité professionnelle** : respecter enfin la loi de 2006 et supprimer les écarts salariaux entre les femmes et les hommes

- **Cotisations** : augmenter les cotisations entre 0,2 et 0,4 point par an soit une augmentation

C'est le cheval de Troie vers la fin de la retraite par répartition à prestations définies. Et les exemples de retraites par points offertes à la capitalisation ne manquent pas pour démontrer que de telles transformations ont entraîné une baisse des pensions et une augmentation de la pauvreté des retraités.

Les entreprises de nos secteurs peuvent continuer à prospérer sans avoir recours à la vente de produits qui contribuent à détruire notre modèle de protection sociale solidaire, intergénérationnel.

moyenne de 1,60 euros pour les travailleurs et 2,40 euros pour les employeurs

- **Exonérations** : remettre en cause les exonérations de cotisations patronales qui ne profitent ni à l'emploi ni à l'augmentation des salaires et privent la sécurité sociale de ressources.

Rien n'est inéluctable. Des solutions existent. Il nous appartient de les imposer.